

Les progrès vers l'éducation pour tous stagnent, mais certains pays montrent la voie à suivre

DOCUMENT
D'ORIENTATION 14 /
FICHE
D'INFORMATION 28

Juin 2014

Publié conjointement par le Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous et l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), le présent document révèle que les progrès mondiaux visant à réduire le nombre d'enfants non scolarisés sont au point mort. Cependant, de nombreux pays ont fait des progrès importants depuis 2000 et offrent autant d'exemples à suivre.

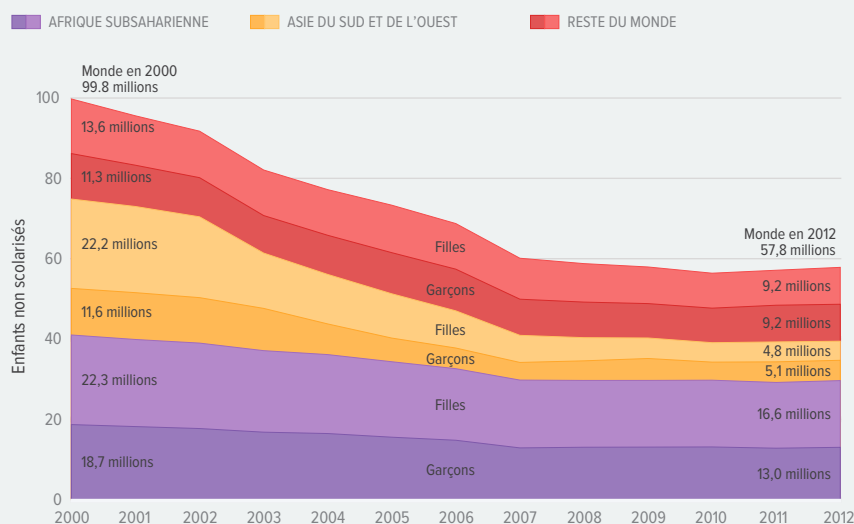
Les progrès mondiaux vers la réalisation de l'enseignement primaire universel se sont interrompus

Alors que le débat sur les objectifs et les cibles de l'agenda du développement après 2015 se poursuit, de nouvelles données révèlent que le monde ne respectera pas l'un de ses engagements élémentaires : scolariser tous les enfants d'ici à 2015. Selon les données de l'ISU, près de 58 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire (ayant, généralement, entre 6 et 11 ans) n'étaient pas scolarisés en 2012 (voir **Graphique 1**). Il est probable qu'un grand nombre d'entre eux n'aillent jamais à l'école.

Le dynamisme visant à rejoindre les enfants non scolarisés a considérablement ralenti au cours de ces dernières années. En effet, au niveau mondial, le taux

GRAPHIQUE 1

Nombre d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui n'étaient pas scolarisés, par région et par sexe, 2000-2012



Source : Base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO

d'enfants ayant l'âge de fréquenter l'enseignement primaire qui ne sont pas scolarisés reste bloqué à 9 % depuis 2007. Ceci contraste clairement avec les progrès réalisés au début du millénaire, lorsque la communauté internationale s'est engagée à atteindre l'objectif de l'enseignement primaire universel lors du Forum mondial de l'éducation en 2000. La stagnation observée au niveau mondial résulte de tendances opposées : la baisse significative du nombre d'enfants non scolarisés dans certains pays due à d'importantes initiatives politiques, et l'augmentation de la population en âge de fréquenter l'école en Afrique subsaharienne. D'après les données les plus récentes de l'ISU, il est certain que le monde n'atteindra pas l'objectif de l'enseignement primaire universel d'ici à 2015.

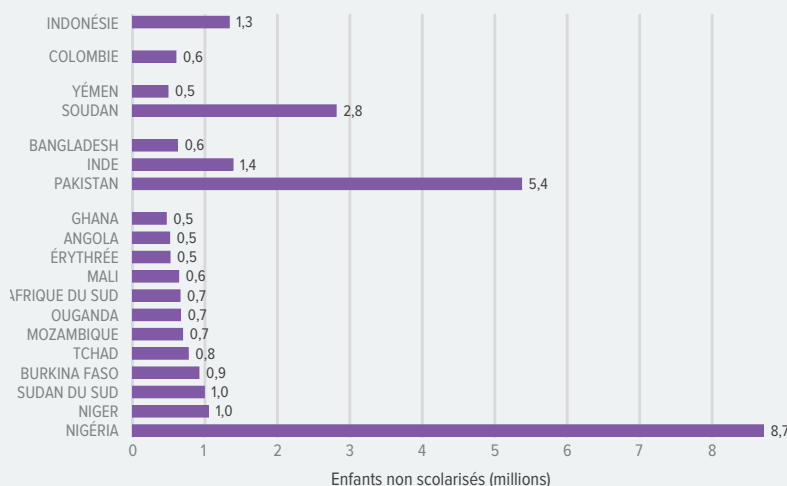
La raison principale pour laquelle les progrès ont ralenti est qu'en Afrique subsaharienne, le nombre d'enfants non scolarisés s'est maintenu autour de 30 millions entre 2007 et 2012 (voir **Graphique 1**). La proportion mondiale d'enfants non scolarisés vivant en Afrique subsaharienne a donc augmenté et a représenté plus de la moitié du nombre total d'enfants non scolarisés dans le monde au cours des dernières années pour lesquelles des données sont disponibles. En revanche, l'Asie du Sud et de l'Ouest a réalisé d'énormes progrès ; le nombre d'enfants non scolarisés y a baissé de deux tiers : de 34 millions en 2000, il est passé à 10 millions en 2012. La proportion de filles dans le nombre total d'enfants non scolarisés dans cette région a baissé ; de deux tiers en 2000, elle est passée à moins de la moitié en 2012. Inversement, en Afrique subsaharienne, la proportion de filles dans le nombre total d'enfants

non scolarisés a légèrement augmenté entre 2000 et 2012 ; elle est passée de 54 % à 56 %.

Dans des pays tels que l'Inde, l'Indonésie, le Niger, le Nigéria, le Pakistan et le Soudan, plus d'un million d'enfants ne sont pas scolarisés. Le **Graphique 2** présente les données des pays confrontés aux défis les plus considérables, mais il est important de souligner que cette liste n'est pas exhaustive. Des pays tels que l'Afghanistan et la Somalie luttent eux aussi pour que chaque enfant bénéficie d'une éducation primaire, mais ne disposent pas des données qui permettraient de dénombrer précisément les enfants non scolarisés.

GRAPHIQUE 2

Nombre d'enfants non scolarisés dans une sélection de pays, 2012 ou dernière année pour laquelle des données étaient disponibles



Note : Les données relatives au Ghana concernent l'année 2013. Les données relatives à l'Angola, à l'Inde, à l'Ouganda, au Sud-Soudan, au Soudan et au Tchad concernent l'année 2011. Les données relatives au Bangladesh et au Nigeria concernent l'année 2010.

Source : Base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO

La demande d'enseignement secondaire augmente aussi au fur et à mesure que davantage de pays se rapprochent de l'objectif de l'enseignement primaire universel. L'ISU fournit des informations relatives à l'exclusion du système éducatif dont sont victimes des adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire (ayant, généralement, entre 12 et 15 ans). En 2012, 63 millions de jeunes adolescents dans le monde n'étaient pas scolarisés dans

le primaire ou le secondaire, contre 97 millions en 2000. L'Asie du Sud et de l'Ouest abrite la plus grande part de cette population, avec 26 millions de jeunes adolescents non scolarisés, chiffre qui représente néanmoins une réduction de près d'un tiers depuis 2000. Dans cette région, des progrès significatifs ont été réalisés en faveur des filles adolescentes : en 2000, près de trois adolescents non scolarisés sur cinq étaient des filles, contre moins de la moitié en 2012 (voir **Graphique 3**). Le deuxième chiffre le plus élevé a été observé en Afrique subsaharienne (21 millions), où pratiquement aucun

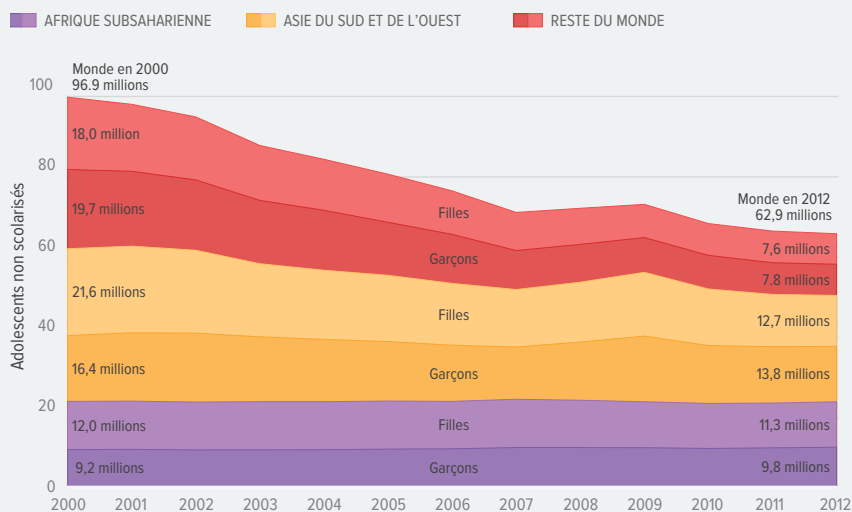
progrès n'a été enregistré en termes d'égalité entre les sexes depuis le début de la dernière décennie. Dans la région, les filles représentent 54 % du nombre total d'adolescents non scolarisés, contre 57 % en 2000.

Plus de quatre enfants non scolarisés sur dix n'iront jamais à l'école

Alors qu'au niveau mondial, l'accès à l'éducation s'est amélioré, les progrès accomplis en matière de réduction du nombre d'enfants qui quittent l'école avant d'accéder à la dernière année du primaire sont faibles. Environ 135 millions d'enfants ont commencé l'école primaire en 2012, mais si la tendance actuelle se confirme, 34 millions d'enfants (dont certains ont dépassé l'âge officiel du primaire) quitteront l'école avant d'avoir commencé la dernière année du primaire. Le taux d'abandon – égal à 25 % – est resté identique à celui observé en 2000. Pour atteindre l'enseignement primaire universel, de nouvelles interventions sont nécessaires afin de réduire ce taux.

GRAPHIQUE 3

Nombre d'adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire qui n'étaient pas scolarisés, par région et par sexe, 2000-2012



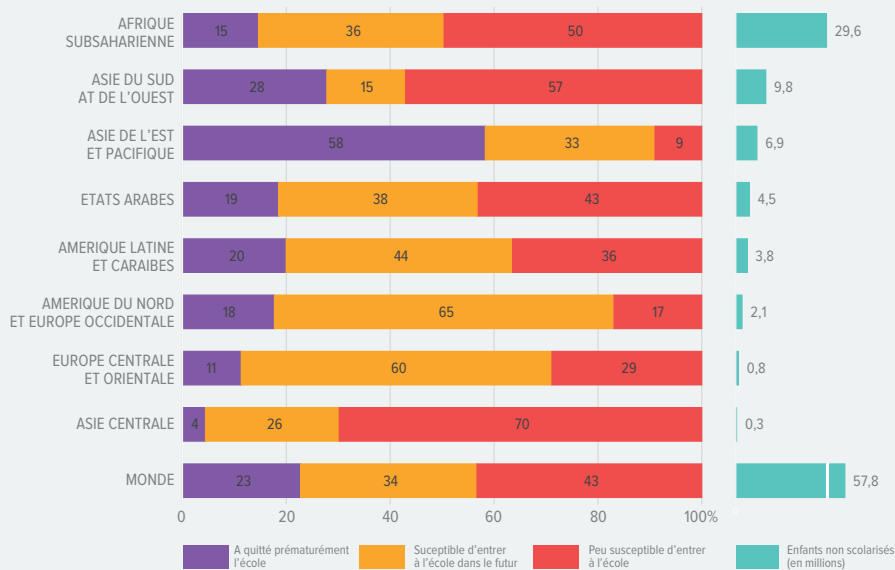
Source : Base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO

L'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud et de l'Ouest ont les taux de départ prématuré les plus élevés. Dans ces régions, plus d'un élève sur trois qui a commencé l'école primaire en 2012 n'achèvera pas ses études primaires.

Pour mieux évaluer dans quelle mesure le nombre d'enfants non scolarisés est lié aux départs prématurés de l'école, l'ISU identifie trois groupes d'enfants d'âge primaire non scolarisés en fonction de leur exposition scolaire : ceux qui ont quitté prématurément l'école, ceux qui sont susceptibles d'aller à l'école dans les prochaines années, et ceux qui ne seront probablement jamais scolarisés.

GRAPHIQUE 4

Exposition scolaire des enfants d'âge primaire non scolarisés, par région, en 2012



Source : Base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO

Sur les 58 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui ne sont pas scolarisés, 23 % sont allés à l'école mais ont abandonné leurs études, 34 % sont susceptibles d'aller à l'école dans les prochaines années et 43 % ne seront probablement jamais scolarisés (voir **Graphique 4**). Les données font apparaître des profils régionaux variés. En Asie centrale, en Asie du Sud et de l'Ouest, et en Afrique subsaharienne, il est probable que la plupart des enfants non scolarisés ne bénéficieront jamais d'une éducation formelle. Il en est de même pour 43 %

des enfants non scolarisés des États arabes. En Europe centrale et orientale, en Amérique latine et aux Caraïbes, ainsi qu'en Amérique du Nord et en Europe occidentale, la plupart des enfants non scolarisés commenceront à aller à l'école tardivement. En Asie de l'Est et dans le Pacifique, ainsi qu'en Asie du Sud et de l'Ouest, les proportions d'enfants qui quittent prématurément l'école sont considérables.

La classification des enfants non scolarisés en fonction de la fréquentation scolaire passée ou possible dans un proche avenir est riche d'enseignements pour les responsables de l'élaboration des politiques. Si la majorité des enfants non scolarisés d'un pays sont allés à l'école mais l'ont quittée prématurément, les programmes et les interventions orientés vers la demande devraient avoir pour objectif prioritaire de réduire le taux d'abandon en améliorant la qualité

de l'éducation et de résoudre les problèmes liés, par exemple, aux coûts directs et indirects de l'éducation. Pour les enfants qui sont susceptibles d'aller à l'école dans le futur, l'objectif est de s'assurer qu'ils intègrent le système éducatif plus tôt.

ENCADRÉ 1

Rapport mondial sur les enfants non scolarisés

L'ISU s'est associé avec l'UNICEF dans le cadre d'une initiative mondiale visant à mieux déterminer quels sont les enfants exclus de l'école ainsi que les raisons de ces exclusions, et à élaborer les politiques nécessaires pour réussir à les rejoindre. Fin 2014, un rapport mondial présentera les derniers éléments statistiques compilés à partir des données administratives et des enquêtes auprès des ménages, ainsi qu'une analyse politique réalisée par d'éminents experts. S'appuyant sur une série d'études menées dans différents pays et régions, le rapport propose une nouvelle approche de l'utilisation des données visant à surmonter les obstacles éducatifs auxquels sont confrontés les enfants et les adolescents en âge de fréquenter l'école primaire et le premier cycle du secondaire en identifiant les politiques et les ressources financières nécessaires pour qu'ils accèdent à l'éducation. Le rapport explorera également les effets conjugués des désavantages auxquels sont confrontés les enfants handicapés, issus de minorités, qui travaillent ou qui sont affectés par des conflits armés. L'objectif central est de fournir les données et les analyses nécessaires pour catalyser l'action en faveur des enfants non scolarisés à travers le monde en cette période critique pour le développement international.

Les enfants susceptibles de ne jamais accéder à l'école – environ 15 millions de filles et 10 millions de garçons – posent de sérieux problèmes aux responsables de l'élaboration des politiques. Pour résoudre le problème des enfants non scolarisés, il faut d'une part améliorer l'offre et la demande éducatives et d'autre part pouvoir se baser sur des données fiables reposant sur les données et recherches les plus récentes sur les enfants non scolarisés (voir **Encadré 1**).

L'Afrique subsaharienne lutte pour scolariser un nombre d'enfants en augmentation constante

Comme en témoignent les Graphiques 1 et 2, en Afrique subsaharienne, le nombre d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui n'étaient pas scolarisés a baissé de moins de 30 % entre 2000 et 2012. Dans le reste du monde, la réduction du nombre de ces enfants non scolarisés a été supérieure à 50 %. Parallèlement, en Afrique subsaharienne, le nombre d'adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire est resté pratiquement inchangé, alors qu'il a baissé d'environ 45 % dans le reste du monde. Comparé au reste du monde, le développement en Afrique subsaharienne est étroitement lié aux tendances régionales de la population en âge de fréquenter l'école. Le **Graphique 5** montre les

tendances relatives aux populations en âge de fréquenter l'école et les taux d'enfants non scolarisés en Afrique subsaharienne et dans le reste du monde, entre 2000 et 2012. Les valeurs respectives sont reportées en base 100, à partir de l'année 2000.

La comparaison des Graphiques 1, 2 et 5 montre qu'en dépit du fait que les nombres d'enfants et d'adolescents non scolarisés en Afrique subsaharienne soient restés pratiquement constants depuis, respectivement, 2007 et 2000, le taux d'enfants non scolarisés continue de baisser pour les deux tranches d'âge, mais insuffisamment pour contrebalancer l'augmentation régulière de la population.

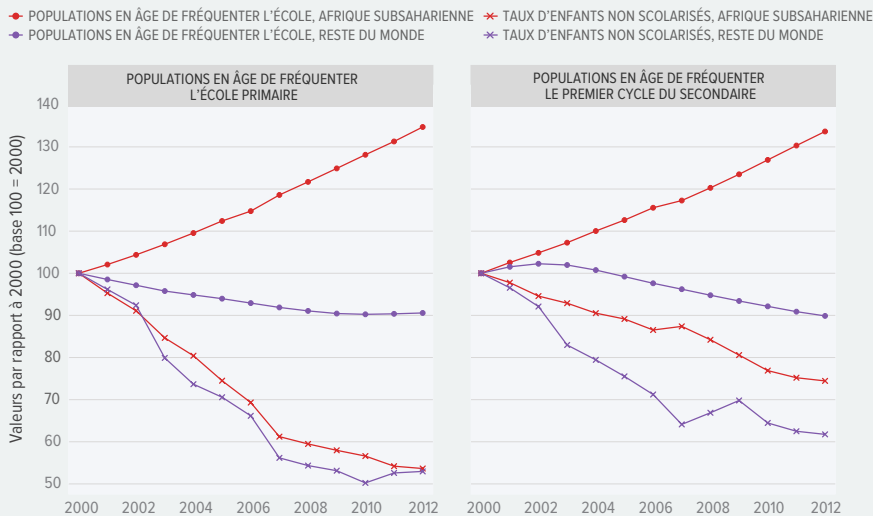
En Afrique subsaharienne, le nombre d'enfants et d'adolescents en âge de fréquenter l'école primaire ou le premier cycle du secondaire a augmenté d'un tiers depuis 2000, alors que dans le reste du monde et pendant la même période, la population en âge de fréquenter l'école a baissé de 10 %. En 2012, l'Afrique subsaharienne abritait 36 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire et 16 millions d'adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire de plus qu'en 2000. Aucune autre région du monde du monde n'est confrontée à une augmentation aussi considérable de ses populations en âge de fréquenter l'école.

En dépit de la forte augmentation de la population, l'ensemble de l'Afrique subsaharienne a réussi à atteindre la même baisse relative du taux d'enfants non scolarisés dans le primaire que celle observée dans le reste du monde. Le pourcentage y a en effet pratiquement diminué de moitié (passant de

39 % à 21 %), alors qu'il passait de 10,5 % à 5,5 % dans le reste du monde (voir **Graphique 5**). Les pays d'Afrique subsaharienne ont également réalisé des progrès significatifs en matière de réduction du taux d'enfants non scolarisés au premier cycle du secondaire. Ce taux y a baissé de 25 % entre 2000 et 2012, alors qu'il baissait de près de 40 % dans le reste du monde. Néanmoins, en Afrique subsaharienne, les taux d'enfants non scolarisés restent nettement supérieurs à ceux observés dans toutes les autres régions du monde.

GRAPHIQUE 5

Populations en âge de fréquenter l'école et taux d'enfants non scolarisés en Afrique subsaharienne et dans le reste du monde, valeur relative à l'année 2000 (en base 100)



Source : Base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO

Pour continuer à faire baisser les taux d'enfants non scolarisés, les pays d'Afrique subsaharienne sont confrontés à un double défi : ils doivent d'une part s'assurer que les enfants actuellement non scolarisés commencent et achèvent au moins leurs études primaires et que d'autre part, ils pourront accueillir dans les années à venir des nombres d'enfants atteignant l'âge de fréquenter l'école encore plus importants. Entre 2012 et 2015 seulement, la population régionale d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire et d'adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire devrait augmenter de 19 millions supplémentaires, et passer ainsi de 205 à 224 millions.

Certains pays se sont engagés dans la bonne direction

Alors que les efforts déployés par le monde semblent, en moyenne, avoir perdu de leur vigueur pour s'assurer que tous les enfants soient scolarisés, certains pays ont démontré qu'il est possible de réaliser des progrès sur une période relativement courte. Le **Graphique 6** montre les pays qui avaient au

moins 100 000 enfants non scolarisés en 2000 et qui ont réussi à réduire ces populations d'au moins 50 % en 2012 ou au cours de la dernière année pour laquelle des données étaient disponibles. Ces dix-sept pays qui représentaient en 2000 environ un quart de la population non scolarisée à travers le monde ont réussi à faire baisser leurs nombres d'enfants non scolarisés de 86 %. En un peu plus d'une décennie, ils sont passés de 27 à 4 millions.

Par exemple, en 2000, 24 % des enfants népalais n'étaient pas scolarisés dans le primaire ; en 2013, ce taux atteignait à peine 1% et le nombre d'enfants non scolarisés a baissé de 660 000. De même, au Maroc, la population non scolarisée a baissé de 96 %, soit de plus de 930 000 enfants, entre 2000 et

2013. Comment ont-ils réussi à obtenir des résultats aussi remarquables ? Quelles politiques ont-elles été utilisées pour traduire la volonté politique en actions efficaces ?

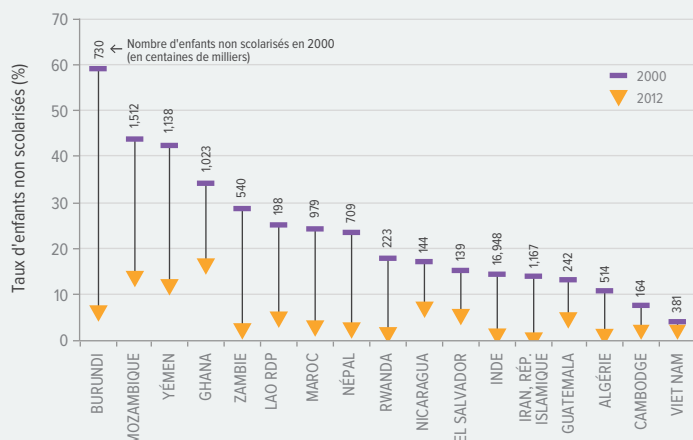
Le reste du présent document s'intéresse aux voies empruntées dans 11 de ces pays – situés dans cinq régions – où des données d'enquêtes complémentaires sont disponibles. Ces données d'enquête montrent que le pourcentage d'enfants qui ne sont jamais allés à l'école¹ a également baissé d'au moins 50 %, environ, entre 2000 et 2008, dans 8 de ces 11 pays.

Quelles politiques ont permis d'obtenir de si bons résultats ?

Les pays sont confrontés à des défis divers et ont donc besoin de politiques différentes, qui tiennent compte de leurs propres contextes. Cependant, les 11 pays sélectionnés partagent tous la même volonté politique d'améliorer l'accès à l'éducation.

GRAPHIQUE 6

Taux d'enfants non scolarisés, dans une sélection de pays, entre 2000 et 2012 ou la dernière année pour laquelle des données étaient disponibles



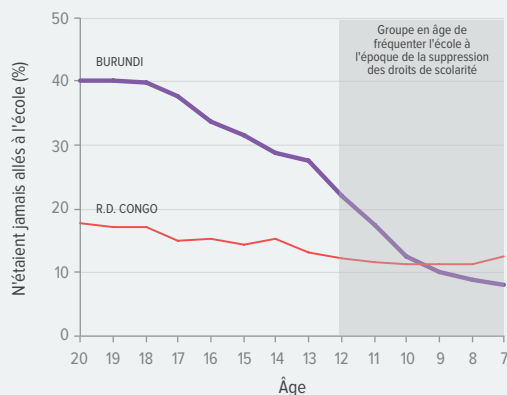
Note : Le graphique présente les pays qui avaient au moins 100 000 enfants non scolarisés en 2000 et qui ont réduit leurs populations d'enfants non scolarisés d'au moins 50 % en 2012 ou au cours de la dernière année pour laquelle des données étaient disponibles.

Source : Base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO

Suppression des droits de scolarité. De nombreux pays ont supprimé les droits de scolarité officiels conformément à l'engagement du Cadre d'action de Dakar « à supprimer les droits de scolarité et autres frais ». La suppression des droits de scolarité a eu un impact très positif sur les inscriptions dans l'année qui a suivi la suppression, mais aussi pendant les années suivantes.

GRAPHIQUE 7

Pourcentage des enfants qui n'étaient jamais allés à l'école, par âge, au Burundi et en République démocratique du Congo



Note : L'axe horizontal montre l'âge des enfants en 2005, année au cours de laquelle les droits de scolarité ont été supprimés au Burundi.

Source : Base de données mondiale sur les inégalités dans l'éducation (2014) reposant sur l'Enquête démographique de santé menée au Burundi en 2010 et sur l'Enquête à indicateurs multiples (MICS) réalisée en R. D. du Congo en 2010.

Au Burundi, par exemple, le taux net ajusté de scolarisation était de 54 % en 2004, soit un an avant la suppression des droits de scolarité ; il est passé à 74 % au cours de l'année qui a suivi la suppression des frais promise lors des élections organisées après le conflit et en 2010, il atteignait 94 %. Le **Graphique 7** montre à quel point la suppression des droits en 2005 est associée à une forte réduction des pourcentages d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire (de 7 à 12 ans) qui n'étaient jamais allés à l'école. En revanche, dans un pays voisin, la République démocratique du Congo, aucune réduction du pourcentage d'enfants qui n'étaient jamais allés à l'école n'a été observée, car les droits de scolarité n'ont été officiellement supprimés qu'en 2010 et les effets de cette politique n'ont pas encore été observés.

Néanmoins, la suppression des droits de scolarité doit être compensée par des mesures supplémentaires, notamment par des subventions en faveur des écoles, sans lesquelles les établissements risquent de perdre les ressources dont ils ont besoin pour offrir les services éducatifs. Au Mozambique, le Programme de soutien direct des écoles (Apoio Directo às Escolas) a apporté des subventions aux écoles primaires qui leur ont permis d'acquérir des matériels d'apprentissage, notamment des manuels et de la papeterie. Entre 1998 et 2011, le pourcentage d'enfants qui n'étaient jamais allés à l'école est passé de 49 % à 21 %.

Augmenter les dépenses consacrées à l'éducation. L'expansion de l'enseignement primaire exige d'importantes ressources supplémentaires pour construire des salles de classe, recruter des enseignants et acquérir des manuels. Le Ghana, qui a supprimé ses droits de scolarité en 2003, a doublé ses dépenses d'éducation : entre 1999 et 2011, elles sont passées de 4,2 % à 8,5 % du produit national brut. Ces efforts ont permis de faire augmenter les effectifs inscrits dans le primaire de 70 % ; alors que seulement 2,4 millions d'enfants étaient scolarisés dans le primaire en 1999, ils étaient 4,1 millions en 2013.

Au Cambodge, les dépenses d'éducation en pourcentage du produit national brut ont pratiquement triplé. De 1 % en 1999, elles sont passées à 2,7 % en

2010, notamment pour financer la suppression des droits de scolarité, mise en œuvre en 2001. Par ailleurs, le gouvernement a établi un partenariat avec la communauté des bailleurs de fonds grâce à une approche sectorielle de l'éducation, qui a permis de coordonner différentes interventions et qui a rendu possible un décaissement des fonds directement au profit des écoles. L'aide en faveur de l'éducation de base par enfant en âge de fréquenter l'école primaire a doublé : elle est passée de 9 dollars US en 2002-2003 à 19 dollars US en 2011. Le pourcentage des enfants qui n'étaient jamais allés à l'école est passé de 26 % en 2000 à 11 % en 2010.

Transferts sociaux en espèces. Afin d'améliorer l'accès à l'éducation, certains pays, notamment en Amérique latine, ont également investi dans des programmes sociaux plus vastes visant à soutenir les familles pauvres et à les aider à scolariser leurs enfants. En 2000, le Nicaragua a adopté son programme « Réseau de protection sociale » (Red de Protección Social) en le lançant dans certaines municipalités puis en le généralisant à d'autres en 2003. Il comprenait deux transferts sociaux : le premier, d'un montant équivalent à 120 dollars US par an, était accordé aux ménages dont les enfants de 7 à 13 ans n'avaient pas encore achevé leur quatrième année d'école ; le second consistait en un montant annuel couvrant l'acquisition d'un cartable, d'un uniforme et de fournitures scolaires. Parallèlement, des associations d'écoles locales ou des enseignants se sont vu attribuer des fonds au titre de chaque enfant bénéficiaire inscrit en première, deuxième, troisième ou quatrième année. Une évaluation du programme a montré que les ménages les plus pauvres ont été ciblés de façon appropriée et que des effets positifs étaient perceptibles sur les taux de scolarisation et de rétention. À l'échelle du pays, le pourcentage d'enfants qui n'étaient jamais allés à l'école est passé de 17 % en 1998 à 7 % en 2009.

Une plus grande attention accordée aux minorités ethniques et linguistiques.

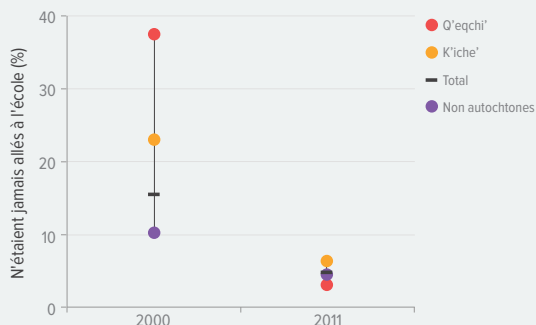
Les progrès vers la réalisation de l'enseignement primaire universel posent inévitablement la question de l'inclusion des enfants appartenant à des populations marginalisées, notamment aux minorités ethniques et linguistiques. Les réformes visant à renforcer l'enseignement des langues maternelles dans les écoles primaires ont fait augmenter l'accès à l'éducation. En 2003, le Maroc a instauré l'enseignement de la langue tamazight dans les écoles primaires. Le pourcentage des enfants qui n'étaient jamais allés à l'école est passé de 9 % en 2003 à 4 % en 2009.

Le Guatemala, dont le système éducatif ne satisfaisait pas aux besoins de ses populations autochtones, a élargi son programme éducatif bilingue à 15 langues. Dans le cadre de ce programme, des matériels d'apprentissage bilingues présentant les cultures autochtones ont été produits et les enseignants ont été formés de façon à ce qu'ils puissent les utiliser. Le **Graphique 8** montre que 38 % des enfants q'eqchi' n'étaient jamais

allés à l'école en 2000, soit un pourcentage 2,5 fois supérieur à la moyenne nationale. En 2011, seulement 3 % de ces enfants n'étaient jamais allés à l'école, soit un chiffre inférieur à la moyenne nationale.

GRAPHIQUE 8

Pourcentage des enfants qui n'étaient jamais allés à l'école, parmi une sélection de groupes ethniques, au Guatemala, en 2000 et en 2011

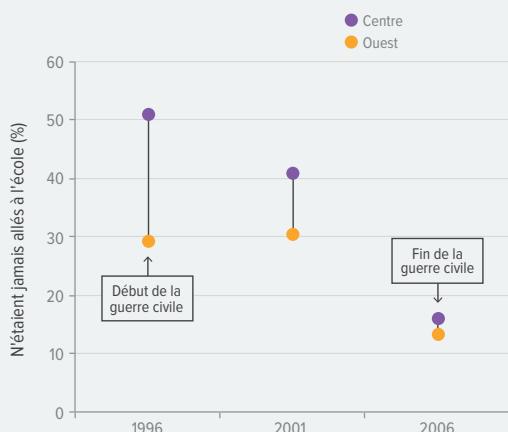


Note : Voir Note 1 à la fin du document.

Source : Base de données mondiale sur les inégalités dans l'éducation (2014) reposant sur l'Enquête sur les conditions de vie au Guatemala réalisée en 2000 et en 2011

GRAPHIQUE 9

Pourcentage des enfants qui n'étaient jamais allés à l'école, dans une sélection de régions, au Népal, entre 1996 et 2006



Note : Voir Note 1 à la fin du document.

Source : Base de données mondiale sur les inégalités dans l'éducation (2014) reposant sur les Enquêtes démographiques et de santé réalisées au Népal en 1996, 2001 et 2006

Venir à bout des conflits. La moitié de l'ensemble des enfants non scolarisés vivent dans des pays affectés par des conflits. Lorsque les pays mettent fin aux hostilités, les effets sur la scolarisation des enfants sont clairement positifs. Au Népal, entre 1996 et 2006, l'une des principales sources du conflit, entre autres problèmes, était les inégalités observées en matière d'accès à l'éducation. Prenant acte de cette situation, pendant la guerre civile, le pays a tenté de faire augmenter les possibilités d'éducation, notamment en accordant des bourses aux enfants issus de groupes marginalisés ou en créant des comités de développement des villages. Le **Graphique 9** montre qu'en 1996, 51 % des enfants n'étaient jamais allés à l'école dans la région Centre affectée par le conflit, contre 29 % dans la région Ouest. En 2006, les chiffres étaient quasiment identiques dans les deux régions, et ces efforts ont continué à être déployés après l'accord de paix.

Le Rwanda a massivement investi dans l'éducation afin d'atténuer les effets du génocide et du conflit qui a suivi. Par exemple, des fonds spéciaux ont été créés afin de s'assurer que les enfants orphelins aient les mêmes avantages que les autres en termes de possibilités d'éducation. Les donateurs ont soutenu le plan du pays en faveur de l'éducation et ont mis à disposition des flux financiers prévisibles qui ont permis de mettre en œuvre une politique offrant neuf années de scolarisation obligatoires et gratuites. Le pourcentage d'enfants qui n'étaient jamais allés à l'école a été réduit de moitié : de 18 % en 2000, il est passé à 9 % en 2010.

Qualité. Les mesures incitant les familles à envoyer et à maintenir leurs enfants à l'école sont plus efficaces lorsque celles-ci peuvent espérer voir leurs enfants acquérir des compétences de base. Le programme scolaire vietnamien est étroitement adapté à ce que les enfants sont en mesure d'apprendre et accorde une attention particulière aux apprenants désavantagés. La réforme du programme avait pour objet de s'assurer que l'enseignement des mathématiques permettait à tous les élèves d'acquérir des connaissances et des compétences

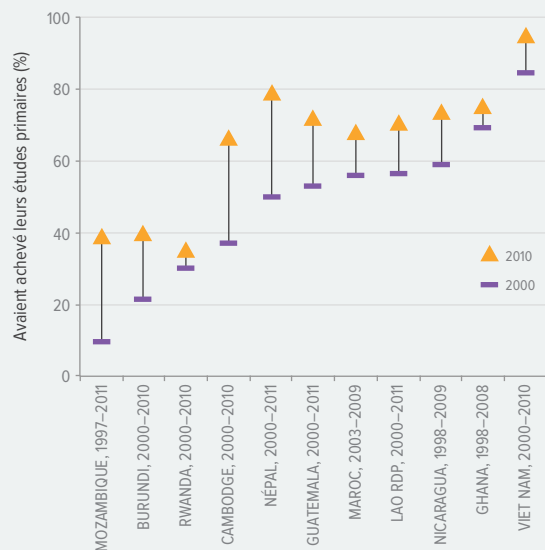
de base applicables et utiles aux communautés locales et en termes de besoins futurs. Le pourcentage d'enfants qui n'étaient jamais allés à l'école est passé de 3,8 % en 2000 à 1,7 % en 2010. Il ne dépassait les 4 % que dans les hauts plateaux de la région du Centre.

Les progrès réalisés en termes de nombre d'enfants scolarisés ne doivent pas conduire à la complaisance

Les effectifs scolarisés ne constituent que l'un des indicateurs permettant de déterminer si l'objectif de l'enseignement primaire universel a été atteint. En effet, il est également fondamental d'évaluer si l'ensemble des enfants achèvent leur cycle d'études primaires.

GRAPHIQUE 10

Pourcentage d'enfants n'ayant pas achevé leurs études primaires, entre 2000 et 2010



Note : Voir Note 2 à la fin du document. Le graphique présente les pays où au moins 100 000 enfants n'étaient pas scolarisés en 2000 et qui, en 2010, avaient réussi à réduire de moitié leur population d'enfants non scolarisés.

Source : Base de données mondiale sur les inégalités dans l'éducation (2014)

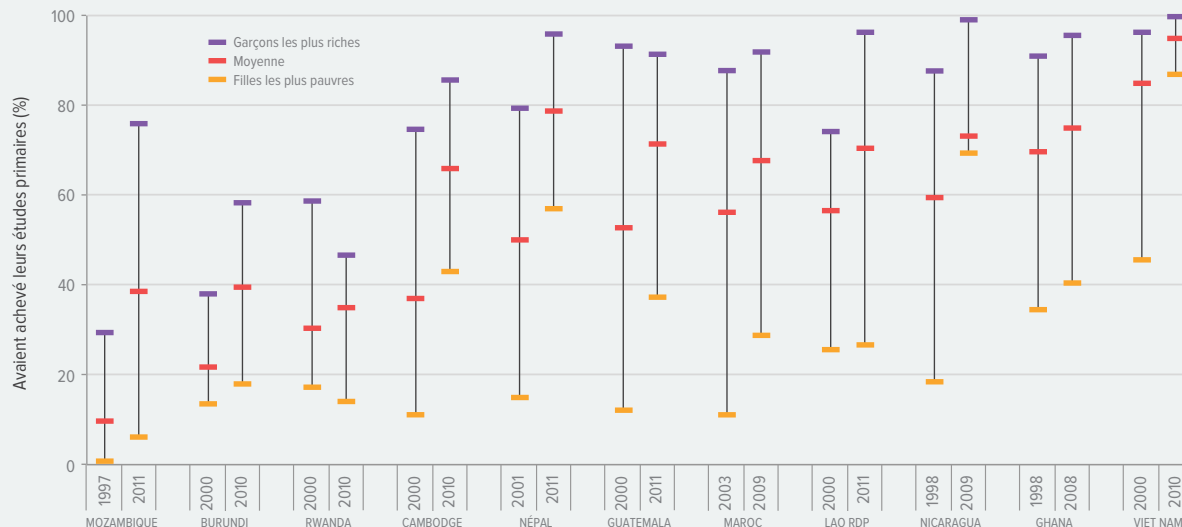
Une étude plus approfondie suggère que les progrès réalisés en matière d'accès à l'éducation ne conduisent pas nécessairement à l'enseignement primaire universel. L'achèvement des études primaires a progressé à un rythme beaucoup plus lent que les taux d'inscription. Le pourcentage d'enfants qui n'avaient pas achevé leurs études primaires² est passé à moins de 50 % dans seulement 2 des 11 pays : au Népal et au Vietnam. En moyenne, le pourcentage d'enfants n'ayant pas achevé leurs études primaires a baissé d'un tiers, mais dans certains pays, tels que le Ghana et le Rwanda, les progrès ont été beaucoup plus lents (voir **Graphique 10**). Les efforts déployés au niveau politique pour élargir l'accès à l'école primaire ne suffisent pas à eux seuls à garantir des taux d'achèvement élevés.

Le Vietnam est le seul pays de cet échantillon qui a pratiquement atteint l'objectif de l'enseignement primaire universel, puisque le pourcentage des enfants qui avaient achevé leurs études primaires y est passé de 85 % en 2000 à 95 % en 2010. Tous les autres pays se situaient en deçà des 80 % et trois pays – le Burundi, le Rwanda et le Mozambique – étaient en deçà des 40 %.

Ces éléments probants ne doivent pas occulter les progrès remarquables réalisés par de nombreux pays au cours de ces dernières années. Le **Graphique 11** montre que dans certains pays, le pourcentage des filles les plus pauvres qui avaient achevé leurs études primaires était supérieur en

GRAPHIQUE 11

Pourcentage d'enfants ayant achevé leurs études primaires, par sexe et par quintile de richesse, 2000 et 2010 ou les années les plus récentes disponibles



Note : Voir Note 2 à la fin du document. Le graphique présente les pays où au moins 100 000 enfants n'étaient pas scolarisés en 2000 et qui, en 2012, avaient réussi à réduire de moitié leur population d'enfants non scolarisés.

Source : Base de données mondiale sur les inégalités dans l'éducation (2014)

2010 à la moyenne nationale observée en 2000. Par exemple, au Cambodge, seulement 11 % du quintile des filles les plus pauvres avaient achevé leurs études primaires en 2000, alors que la moyenne nationale atteignait 37 %. En 2010, 43 % du quintile des filles les plus pauvres avaient achevé leurs études primaires.

Conclusion

Les progrès mondiaux en matière de réduction du nombre d'enfants non scolarisés ont stagné depuis 2007. Selon les dernières données, près de 58 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire étaient toujours privés de leur droit à l'éducation en 2012. Il ne fait désormais aucune doute que le monde ne respectera pas son engagement primordial : scolariser tous ces enfants d'ici à 2015.

Cependant, certains pays ne suivent pas cette tendance et montrent que des progrès réels et considérables sont possibles lorsqu'ils sont soutenus

par une volonté politique. Parmi les exemples clairs d'actions positives dans des contextes très différents, il convient de citer la suppression des droits de scolarité, l'élaboration de programmes scolaires équilibrés et la mise en œuvre de transferts sociaux en espèces. Alors que nous sommes sur le point d'adopter de nouveaux objectifs, plus ambitieux, pour les années à venir, nous devons tirer les leçons de ces exemples afin d'alimenter les réformes des pays qui luttent en faveur de l'éducation pour tous.

L'enseignement primaire universel ne s'arrête pas à l'inscription des enfants à l'école: il faut également qu'ils achèvent leurs études. Comme le démontre le présent document, les progrès en matière d'amélioration des taux d'inscription ont été meilleurs qu'au niveau des taux d'achèvement. Cette tâche inachevée doit être au cœur de nos préoccupations en 2015 et pour les années à venir.

1. Dans le reste du document, l'indicateur « Enfants qui n'étaient jamais allés à l'école » fait référence aux enfants faisant partie d'un groupe d'âge de 4 ans qui sont âgés de trois à six ans au-delà de l'âge officiel d'entrée à l'école primaire ; par conséquent, si l'âge officiel d'entrée à l'école primaire est 6 ans, l'indicateur est calculé pour la tranche d'âge 9 à 12 ans.
2. Dans le reste du document, l'indicateur « Enfants qui avaient achevé leurs études primaires » fait référence aux enfants faisant partie d'un groupe d'âge de cinq ans qui sont âgés de trois à sept ans au-delà de l'âge officiel d'entrée à la dernière année du primaire ; par conséquent, si l'âge officiel d'entrée de la dernière année du primaire est 11 ans, l'indicateur est calculé pour la tranche d'âge 14 à 18 ans.

Institut de statistique de l'UNESCO
(ISU)
C.P. 6128 Succursale Centre-ville
Montréal, Québec H3C 3J7 Canada
Tél : (1-514) 343-6880
Fax : (1-514) 343-5740
<http://www.uis.unesco.org>

L'ISU est la principale source de statistiques sur l'éducation, utilisés pour faire le suivi des objectifs de l'Éducation pour tous et d'autres objectifs internationaux. Notre eAtlas sur les enfants non scolarisés vous permet d'explorer des données par le biais de cartes interactives, disponibles sur ce lien : <http://on.unesco.org/58millions>.

Rapport mondial de suivi sur l'EPT
c/o UNESCO
7, place de Fontenoy,
75352 Paris 07 SP, France
Courriel: efareport@unesco.org
Tél.: +33 (1) 45 68 10 36
Fax: +33 (1) 45 68 56 41
www.efareport.unesco.org

Développé par une équipe indépendante et publié par l'UNESCO, le Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous est une référence qui vise à informer, influencer et à soutenir un véritable engagement envers l'éducation pour tous.

© UNESCO
2014/ED/EFA/MRT/PP/14/REV

